



Service Public d'assainissement Non Collectif

Rapport annuel sur le prix et la qualité des services

Exercice 2021

(Application de l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales et du décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement)

Préambule

Conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales, le Président de l'EPCI présente à son assemblée délibérante un rapport annuel au plus tard dans les 9 mois suivant la clôture de l'exercice concerné.

Chaque commune membre de la Communauté de Communes de Mayenne Communauté est destinataire de ce présent rapport. Le Maire doit présenter ce rapport à son conseil municipal au plus tard dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice.

Pour les communes de plus de 3500 habitants, le rapport est mis à la disposition du public dans les 15 jours qui suivent sa présentation ou son adoption devant le conseil municipal. Le public est avisé par le maire par voie d'affiche apposée en mairie pendant au moins un mois.

Les objectifs recherchés à travers ce bilan, sont essentiellement l'information de la population sur la gestion et le fonctionnement du service public d'assainissement non collectif, la transparence financière et l'amélioration du service rendu.

Mayenne Communauté est née au 1er janvier 2016 de la fusion des Communautés de Communes de Le Horps-Lassay (CCHL) et du Pays de Mayenne (CCPM). Sur le territoire de l'ex CCPM, le SPANC est en régie. Pour le territoire de l'ex CCHL, une convention avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée est en cours.

Quelques définitions

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

Assainissement non collectif ou ANC : « Système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement et l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».

I - Présentation générale du service

1 - Cadre réglementaire

La loi d'Engagement National portant sur l'Environnement du 12 juillet 2010 a modifié la réglementation en matière d'assainissement non collectif, en particulier, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et l'environnement, justifiant, le cas échéant, la réalisation de travaux, ainsi que le contenu du document remis à l'issue du contrôle. Ils seront définis par arrêté.

Les autres points principaux sont :

- La simplification des dispositions en matière de contrôle,
- Des précisions sur les travaux de réhabilitation,
- Une meilleure articulation entre le contrôle du SPANC et permis de construire ou d'aménager,
- Une modification du délai maximal entre 2 contrôles périodiques : 10 ans au lieu de 8 ans
- Une information du futur acquéreur en cas de vente immobilière
- Des agréments des dispositifs de traitement,

Les autres principaux textes réglementaires relatifs à l'assainissement non collectif sont rappelés ci-après :

- # Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- # Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
- # Décret n°2012-274 du 28 février 2012 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme,
- # Arrêté du 22 juin 2007, sur les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement de plus de 20 EH,
- # Arrêté du 7 septembre 2009 sur les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,
- # Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif,
- # Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,
- # Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- # Articles R*111-1-1 et L271-4 du Code de la construction et de l'habitat relatifs à la délivrance et à la demande des permis de construire,
- # Articles L.1331-1 à L.1331-16 du Code de la santé publique relatifs à la salubrité des agglomérations,
- # Articles L.2224-6 à L.2224-22 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux services d'assainissement municipaux,
- # Articles R.2333-121 à R.2333-132 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux redevances d'assainissement,
- # Arrêté du 19 juillet 1960 modifié par l'arrêté du 28 janvier 1986 relatif au raccordement des immeubles sur égout,

2 - Missions

Le SPANC de la Communauté de Communes de Mayenne Communauté a pour missions :

- le contrôle de la conception, de l'implantation et de la réalisation des ouvrages pour les installations neuves ou réhabilitées ;
- le contrôle diagnostic et de bon fonctionnement pour les installations existantes ;
- le contrôle pour ventes

Il ne s'est pas doté de compétences facultatives telles que l'entretien et la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif.

Le service est exploité en régie avec du personnel de la Communauté sur le territoire de l'ex CCPM. Pour le territoire de l'ex CCHL, une convention avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée est en cours pour les contrôles pour vente et de réalisation.

3 - Périmètre d'activité

Le périmètre d'intervention du SPANC concerne l'ensemble de la Communauté de Communes de Mayenne Communauté, soit les 33 communes.

➤ Répartition par communes des installations ANC :

Communes	Superficie commune en km²	Population Totale (au 1^{er} janvier 2019)	Installation répertoriées au 31 décembre 2021
ALEXAIN	16,24	615	110
ARON	32,85	1869	275
BELGEARD	13,01	597	112
CHAMPEON	21,2	606	198
CHARCHIGNE	14,9	470	107
COMMER	22,97	1281	196
CONTEST	22,96	877	217
GRAZAY	14,8	638	160
HARDANGES	18,5	206	122
JUBLAINS	36,01	767	227
LA BAZOGE MONTPINCON	8,44	1075	102
LA CHAPELLE AU RIBOUL	13,1	517	124
LA HAIE TRAVERSAINE	10,7	478	112
LASSAY LES CHATEAUX	57,6	2292	531
LE HORPS	23,3	738	204
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	9,31	237	113
LE RIBAY	17,4	475	126
MARCILLE LA VILLE	26	785	159
MARTIGNE SUR MAYENNE	31,61	1942	222
MAYENNE	19,88	13503	139
MONTREUIL POULAY	16,2	381	147
MOULAY	8,7	1007	69
PARIGNE SUR BRAYE	9	863	94
PLACE	25,25	360	96
RENNES EN GRENOUILLES	7,9	105	69
SACE	12,46	508	101
SAINT JULIEN DU TERROUX	11,3	232	120
SAINTE MARIE DU BOIS	11,3	231	126
ST BAUELLE	7,17	1203	117
ST FRAIMBAULT DE PRIERES	16,85	1020	200
ST GEORGES BUTTAVENT	36,87	1452	270
ST GERMAIN D'ANXURE	10,35	373	69
THUBOEUF	13,9	288	128
CM	618	37 991	5 162

Le SPANC a en charge le contrôle de 5162 installations répertoriées au 31 décembre 2021.

4 – Population desservie

D'après le tableau ci-dessus on peut estimer la population desservie par le service d'assainissement non collectif à 11 873 habitants¹. Le service dessert donc environ 30 % de la population du territoire de la Communauté de Communes.

II - Indicateurs techniques

Sur l'ensemble des missions dévolues au SPANC, la Communauté de Communes de Mayenne Communauté, pour le territoire de l'ex CCPM :

- exerce en régie les contrôles de conception, d'implantation et de réalisation des installations nouvelles et réhabilitées ainsi que les contrôles pour ventes
- a confié au Cabinet BEDAR les missions de contrôles de diagnostic et de bon fonctionnement des installations existantes. La majorité des installations ont été contrôlées en 2009
- exerce en régie les contrôles périodiques

Pour le territoire de l'ex CCHL :

- le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée a une convention pour exercer en régie les contrôles de réalisation des installations nouvelles et réhabilitées ainsi que les contrôles pour ventes
- les missions de contrôles de diagnostic et de bon fonctionnement des installations existantes ont été réalisées par le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée jusqu'en 2013. Pour l'année 2014, ces contrôles ont été confiés au cabinet Hydratop.

¹ Ce chiffre a été obtenu en multipliant le nombre d'installations répertoriées par la taille moyenne des ménages de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne qui est de 2,3 (source DREAL Pays de Loire/indicateurs Habitat /RP INSEE 2006)

1 - Contrôle de conception, d'implantation et de réalisation

➤ Contrôle de conception :

En 2021, le SPANC a examiné 79 projets d'installations neuves.

Communes	Nombre de Contrôles de Conception en 2017	Nombre de Contrôles de Conception en 2018	Nombre de Contrôles de Conception en 2019	Nombre de Contrôles de Conception en 2020	Nombre de Contrôles de Conception en 2021	N_N-1
ALEXAIN	2	1	3	1	0	-1
ARON	11	8	3	2	7	5
BELGEARD	1	2	1	0	6	6
CHAMPEON	3	3	6	2	2	0
CHARCHIGNE	2	0	2	4	3	-1
COMMER	4	5	4	3	3	0
CONTEST	7	1	4	4	2	-2
GRAZAY	4	1	3	2	1	-1
HARDANGES	1	1	3	0	3	3
JUBLAINS	5	3	1	3	2	-1
LA BAZOGE MONTPINCON	1	1	1	4	1	-3
LA CHAPELLE AU RIBOUL	2	1	1	3	0	-3
LA HAIE TRAVERSAINE	6	1	0	0	2	2
LASSAY LES CHATEAUX	8	5	5	7	7	0
LE HORPS	2	2	3	6	4	-2
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	2	0	3	4	0	-4
LE RIBAY	2	1	2	2	1	-1
MARCILLE LA VILLE	3	3	1	0	3	3
MARTIGNE SUR MAYENNE	9	4	6	6	4	-2
MAYENNE	1	3	1	1	2	1
MONTREUIL POULAY	5	4	0	4	4	0
MOULAY	3	2	1	1	2	1
PARIGNE SUR BRAYE	2	1	1	1	4	3
PLACE	4	2	2	0	0	0
RENNES EN GRENOUILLE	6	3	3	1	0	-1
SACE	2	5	3	1	0	-1
ST BAUELLE	3	4	3	1	3	2
ST FRAIMBAULT DE PRIERES	3	1	1	3	1	-2
ST GEORGES BUTTAVENT	6	6	3	5	7	2
ST GERMAIN D'ANXURE	4	1	0	0	0	0
ST JULIEN DU TERROUX	1	0	0	1	4	3
STE MARIE DU BOIS	2	1	2	3	1	-2
THUBOEUF	0	1	2	6	0	-6
MC	117	77	74	81	79	-2

➤ **Contrôle de réalisation (bonne exécution) :**

Le contrôle de la bonne exécution des ouvrages est réalisé à la demande du propriétaire ou de l'entreprise qui réalise les travaux.

Communes	Dossier contrôlés en 2016	Dossier contrôlés en 2017	Dossier contrôlés en 2018	Dossier contrôlés en 2019	Dossier contrôlés en 2020	Dossier contrôlés en 2021	N_N-1
ALEXAIN	2	3	1	4	1	1	-3
ARON	3	7	15	4	3	1	-3
BELGEARD	1	4	1	1	1	3	2
CHAMPEON	1	4	1	7	1	2	-5
CHARCHIGNE	1	1	1	2	3	2	0
COMMER	6	4	6	4	3	2	-2
CONTEST	3	4	6	5	3	3	-2
GRAZAY	0	5	1	2	2	3	1
HARDANGES	1	1	1	1	0	0	-1
JUBLAINS	4	8	5	2	3	0	-2
LA BAZOGE MONTPINCON	3	2	1	2	1	2	0
LA CHAPELLE AU RIBOUL	2	3	2	1	2	1	0
LA HAIE TRAVERSAIN	2	2	6	0	0	0	0
LASSAY LES CHATEAUX	22	12	5	3	5	9	6
LE HORPS	1	5	3	2	7	3	1
LE Housseau Bretignolles	1	8	0	1	5	1	0
LE RIBAY	3	2	1	1	2	0	-1
MARCILLE LA VILLE	1	2	5	3	0	1	-2
MARTIGNE SUR MAYENNE	2	5	2	5	6	2	-3
MAYENNE	1	2	1	0	1	1	1
MONTREUIL POULAY	3	3	2	1	4	3	2
MOULAY	1	0	3	2	1	3	1
PARIGNE SUR BRAYE	1	0	1	2	2	1	-1
PLACE	0	5	2	1	1	1	0
RENNES EN GRENOUILLE	1	1	3	2	1	0	-2
SACE	1	2	0	4	2	0	-4
ST BAUELLE	1	4	4	2	1	3	1
ST FRAIMBAULT DE PRIERES	1	0	3	1	2	3	2
ST GEORGES BUTTAVENT	2	5	5	6	4	3	-3
ST GERMAIN D'ANXURE	1	1	2	1	0	5	4
ST JULIEN DU TERROUX	3	2	1	0	0	0	0
STE MARIE DU BOIS	1	2	0	0	4	2	2
THUBOEUF	2	2	1	0	3	3	3
MC	78	111	91	72	74	64	-10

Lors de l'envoi de l'avis du SPANC aux propriétaires, il est demandé aux particuliers de prévenir 1 semaine à l'avance le choix de la date du contrôle en s'assurant de laisser les tuyaux d'épandage visible.

Le nombre de dossier contrôlés correspond au nombre de visites effectuées avec attestations de contrôle délivrées :

En 2021, 64 installations ont été contrôlées.

2 - Contrôle Diagnostic et de bon fonctionnement

17 contrôles de diagnostic et de bon fonctionnement ont eu lieu, sur le territoire de Mayenne Communauté, en 2021.

Cela concerne 12 communes (ARON, CHAMPEON, CHARCHIGNE, COMMER, HARDANGES, LE HORPS, MONTREUIL POULAY, MOULAY, PLACE, RENNES EN GRENOUILLES, SAINT GEORGES BUTTAVENT, SAINT FRAIMBAULT DE PRIERES). Il s'agit de propriétés qui n'ont jamais été contrôlées par le SPANC pour diverses raisons.

3 – Contrôle pour ventes :

Depuis le 1^{er} janvier 2011, conformément à la loi Grenelle II, le SPANC réalise des contrôles pour ventes :

➤ **Nombre d'installations contrôlées :**

En 2021, 136 installations ont été contrôlées pour ventes.

Communes	Nombre contrôles pour Ventes en 2016	Nombre contrôles pour Ventes en 2017	Nombre contrôles pour Ventes en 2018	Nombre contrôles pour Ventes en 2019	Nombre contrôles pour Ventes en 2020	Nombre contrôles pour Ventes en 2021	N_N-1
ALEXAIN	2	1	0	4	6	2	-2
ARON	0	5	2	4	1	11	7
BELGEARD	1	0	5	1	3	1	0
CHAMPEON	3	1	6	7	4	4	-3
CHARCHIGNE	1	4	1	4	1	0	-4
COMMER	0	2	6	3	7	7	4
CONTEST	7	3	2	3	4	8	5
GRAZAY	2	2	2	4	1	7	3
HARDANGES	0	0	4	3	5	4	1
JUBLAINS	10	2	3	3	5	6	3
LA BAZOGE MONTPINCON	0	5	2	1	1	4	3
LA CHAPELLE AU RIBOUL	0	1	6	1	2	6	5
LA HAIE TRAVERSAINE	2	2	1	2	6	5	3
LASSAY LES CHATEAUX	9	3	8	4	12	18	14
LE HORPS	5	3	4	5	6	9	4
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	1	2	1	2	1	0	-2
LE RIBAY	2	2	5	3	5	3	0
MARCILLE LA VILLE	0	5	6	1	1	2	1
MARTIGNE SUR MAYENNE	5	4	4	4	1	1	-3
MAYENNE	5	1	4	4	1	0	-4
MONTREUIL POULAY	3	3	1	4	1	1	-3
MOULAY	0	2	2	2	5	2	0
PARIGNE SUR BRAYE	1	1	1	7	1	2	-5
PLACE	1	1	1	0	3	4	4
RENNES EN GRENOUILLE	3	2	1	1	0	2	1
SACE	4	2	1	1	4	4	3
ST BAUELLE	0	7	1	0	2	1	1
ST FRAMBAULT DE PRIERES	6	6	2	5	4	6	1
ST GEORGES BUTTAVENT	1	4	6	2	4	6	4
ST GERMAIN D'ANXURE	0	0	0	2	1	4	2
ST JULIEN DU TERROUX	1	0	2	2	3	3	1
STE MARIE DU BOIS	0	2	4	4	3	3	-1
THUBOEUF	2	3	1	2	0	0	-2
MC	77	81	95	95	104	136	32

4 – Contrôle Périodique :

Le contrôle périodique permet de vérifier sur la durée que l'installation d'assainissement non collectif est adaptée et de vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des dispositifs de prétraitement (traitement primaire) notamment, la réalisation de la vidange ainsi que la destination des matières de vidange.

Le contrôle vise à vérifier sur place les modifications intervenues depuis le précédent contrôle, à repérer l'accessibilité, les défauts d'entretien et d'usure et constater l'absence de risques de pollution de l'environnement, de dangers pour les personnes.

D'après l'article 13-2 du règlement de service, le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé tous les 6 ans.

En 2021, le service a commencé le 2^{ème} cycle de contrôle périodique.

➤ Nombre d'installations contrôlées :

En 2021, 523 contrôles périodiques ont été effectués sur les communes de BELGEARD, CHAMPEON, HARDANGES, LA HAIE TRAVERSAINE, MAYENNE, MOULAY, PARIGNE sur BRAYE, PLACE et St GERMAIN D'ANXURE dans le cadre de la programmation du service.

A l'issue des contrôles périodiques, les installations sont classées suivant la grille de l'arrêté du 27 avril 2012.

Depuis l'arrêté du 27 avril 2012, quatre conclusions peuvent être données par le SPANC suite à un contrôle de bon fonctionnement :

- Absence d'installation
- Installation non conforme
- Installation présentant des défauts d'entretien
- Installation ne présentant pas de défaut.

➤ Bilan des contrôles périodiques :

	Classification selon grille arrêté du 27 avril 2012												Nombre de contrôle périodiques réalisés	Nombre total d'installation
	Absence d'installati on		Non conforme selon article 4 – cas a		Non conforme selon		Non conforme selon Article		Défaut entretien ou usure		Présentant pas de défaut			
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%		
ALEXAIN	3	2,7%	15	13,6%	0	0,0%	33	30,0%	25	22,7%	13	11,8%	89	110
ARON	6	2,2%	28	10,2%	0	0,0%	79	28,7%	45	16,4%	25	9,1%	183	275
BELGEARD	3	2,7%	15	13,4%	0	0,0%	25	22,3%	35	31,3%	12	10,7%	90	112
CHAMPEON	5	2,5%	23	11,6%	0	0,0%	40	20,2%	34	17,2%	8	4,0%	110	198
CHARCHIGNE	9	8,4%	14	13,1%	0	0,0%	29	27,1%	25	23,4%	10	9,3%	87	107
COMMER	3	1,5%	26	13,3%	0	0,0%	42	21,4%	49	25,0%	4	2,0%	124	196
CONTEST	4	1,8%	28	12,9%	0	0,0%	45	20,7%	55	25,3%	24	11,1%	156	217
GRAZAY	7	4,4%	25	15,6%	0	0,0%	33	20,6%	34	21,3%	15	9,4%	114	160
HARDANGES	9	7,4%	14	11,5%	0	0,0%	27	22,1%	8	6,6%	7	5,7%	65	122
JUBLAINS	13	5,7%	34	15,0%	0	0,0%	44	19,4%	56	24,7%	25	11,0%	172	227
LA BAZOGE MONTPINCON	1	1,0%	9	8,8%	0	0,0%	38	37,3%	17	16,7%	22	21,6%	87	102
LA CHAPELLE AU RIBOUL	4	3,2%	6	4,8%	0	0,0%	21	16,9%	12	9,7%	8	6,5%	51	124
LA HAIE TRAVERSAINE	5	4,5%	13	11,6%	1	0,9%	30	26,8%	12	10,7%	30	26,8%	91	112
LASSAY LES CHATEAUX													0	531
LE HORPS													0	204
LE HOUSSEAU BRE.	9	8,0%	12	10,6%	0	0,0%	18	15,9%	11	9,7%	11	9,7%	61	113
LE RIBAY	10	7,9%	25	19,8%	0	0,0%	38	7,0%	8	6,3%	8	6,3%	89	126
MARCILLE LA VILLE	5	3,1%	22	13,8%	0	0,0%	47	29,6%	30	18,9%	6	3,8%	110	159
MARTIGNE SUR MAYENNE	4	0,0%	40	18,0%	0	0,0%	46	20,7%	57	25,7%	19	8,6%	166	222
MAYENNE	3	2,2%	26	18,7%	0	0,0%	47	33,8%	42	30,2%	8	5,8%	126	139
MONTREUIL POULAY	6	4,1%	21	14,3%	0	0,0%	37	25,2%	22	15,0%	13	8,8%	99	147
MOULAY	1	1,4%	8	11,6%	0	0,0%	18	26,1%	13	18,8%	7	10,1%	47	69
PARIGNE SUR BRAYE	2	2,1%	11	11,7%	0	0,0%	28	29,8%	19	20,2%	16	17,0%	76	94
PLACE	5	5,2%	20	20,8%	0	0,0%	17	17,7%	25	26,0%	8	8,3%	75	96
RENNES EN GRENOUILLES	7	10,1%	18	26,1%	0	0,0%	8	11,6%	4	5,8%	17	24,6%	54	69
SACE	2	2,0%	9	8,9%	0	0,0%	21	20,8%	31	30,7%	13	12,9%	76	101
ST BAUDELLE	1	0,9%	16	13,7%	0	0,0%	27	23,1%	33	28,2%	14	12,0%	91	117
ST FRAIMBAULT DE PRIERES	3	1,5%	14	7,0%	0	0,0%	50	25,0%	36	18,0%	33	16,5%	136	200
ST GEORGES BUTTAVENT	3	1,1%	31	11,5%	0	0,0%	74	27,4%	80	29,6%	27	10,0%	215	270
ST GERMAIN D'ANXURE	1	1,4%	10	14,5%	0	0,0%	23	33,3%	18	26,1%	6	8,7%	58	69
SAINT JULIEN DU TERROUX	6	5,0%	18	15,0%	0	0,0%	24	20,0%	14	11,7%	11	9,2%	73	120
STE MARIE DU BOIS	15	11,9%	18	14,3%	0	0,0%	21	16,7%	15	11,9%	24	19,0%	93	126
THUBOEUF	5	3,9%	29	22,7%	0	0,0%	13	10,2%	27	21,1%	15	11,7%	89	128
MC	160	5,07%	598	18,97%	1	0,03%	1043	33,08%	892	28,29%	459	14,56%	3153	5162

Sur les 3153 installations contrôlées au 31 décembre 2021 :

- 160, soit 5 % sont en "Absence d'installation"
- 1642, soit 52 % sont en "Installation non-conforme"
- 892, soit 28 % sont en "Installation présentant des défauts d'entretien"
- 459, soit 15 % sont en "Installation ne présentant pas de défaut"

5 – Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Cet indicateur permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le SPANC. Il porte sur un indice compris entre 0 et 140. En 2018, l'indice est de 100.

Le tableau ci-dessous précise la décomposition des 100 points retenus pour 2020 :

Liste des critères	Points	Oui / Non
A – Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif		
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20	Oui
Application du règlement de service d'assainissement non collectif approuvé par une délibération.	20	Oui
Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non Collectif.	30	Oui
Pour les autres installations, la délivrance de rapport de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien, conformément à l'article 4 de l'arrêté susmentionné.	30	Oui
B – Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif		
Existence d'un service capable d'assurer la demande du propriétaire des installations	10	Non
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations.	20	Non
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	10	Non

III - Indicateurs financiers

1- Fixation des tarifs en vigueur au 1^{er} janvier 2019

Le Conseil Communautaire a voté le montant des redevances par délibération du 10 décembre 2020.

Le SPANC constitue un service public à caractère industriel et commercial. Il doit faire l'objet d'instauration de redevances spécifiques nécessaires à l'équilibre du budget. Les redevances concernent toutes les propriétés équipées d'un système d'assainissement non collectif qui font l'objet d'un contrôle et permettent de couvrir les charges de fonctionnement du service.

Contrôles	Tarifs 2016	Tarifs 2017	Tarifs 2018	Tarifs 2019	Tarifs 2020	Tarifs 2021
<i>Conception et réalisation</i>	--	--	--	--	--	--
<i>Examen préalable à la conception</i>	40,00 €	40,00 €	40,00 €	40,00 €	50,00 €	60,00 €
<i>Bonne exécution</i>	60,00 €	60,00 €	60,00 €	60,00 €	70,00 €	80,00 €
<i>Diagnostic de bon fonctionnement</i>	90,00 €	90,00 €	90,00 €	90,00 €	90,00 €	90,00 €
<i>Visite en cas de ventes</i>	80,00 €	80,00 €	80,00 €	80,00 €	90,00 €	100,00 €
<i>Périodique</i>	80,00 €	80,00 €	80,00 €	80,00 €	80,00 €	80,00 €
<i>Déplacement sans intervention</i>	--	--	--	--	50,00 €	50,00 €

Il a été décidé d'augmenter le tarif de contrôle du neuf (conception et réalisation) de 10 € chacun pour compenser la fin des aides de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Le tarif de contrôle pour vente a été augmenté afin d'y inclure les frais de déplacements supplémentaires par rapport à un contrôle périodique.

De plus, il a été créé un tarif de déplacement sans intervention pour inviter les usagers à contacter les agents du service pour prévenir de leur absence et fixer un nouveau rendez-vous en fonction de leurs disponibilités.

Le service n'est pas assujéti à la TVA.

Les factures sont établies et éditées par le SPANC pour les deux territoires.
Le Trésor Public du Pays de Mayenne expédie les factures et est chargé de l'encaissement des redevances.

2 – Compte administratif 2020

SECTION DE FONCTIONNEMENT 2021

Le budget annexe Spanc de l'exercice 2021 enregistre une diminution de ses recettes comparativement à 2020 de 6 970 € et une augmentation de ses dépenses de 6 424 €. Ces deux évolutions contraires traduisent un effet ciseau.

Les recettes propres à l'exercice 2021 s'élèvent à 72 620 € contre 79 590 € en 2020. Elles enregistrent une diminution de 9% qui s'explique par un produit de nos prestations facturées en baisse malgré l'action à la hausse sur les tarifs 2021.

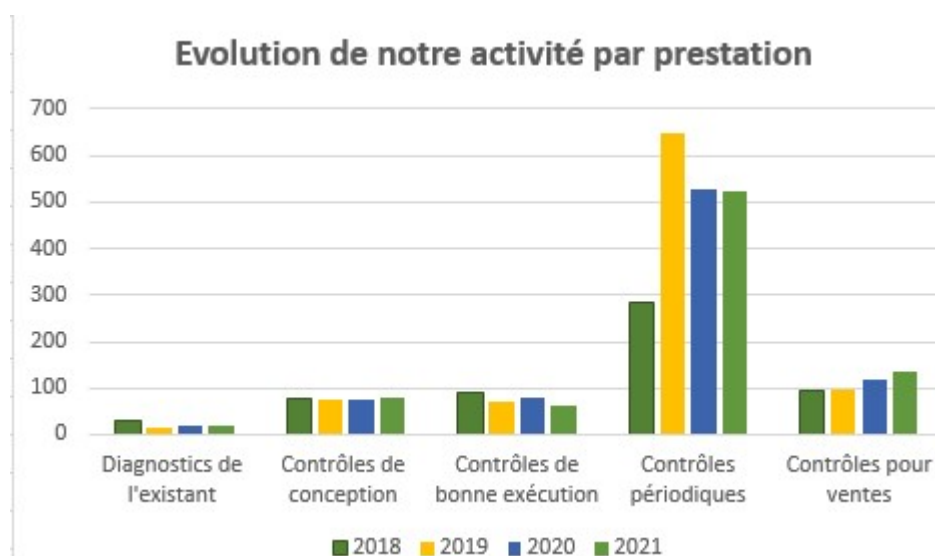
		RECETTES					
chap.	Intitulé	CA 2019	CA 2020	BP 2021	CA 2021	écart en € réalisé 2021/2020	en %
002	Reprise résultat excédentaire			14 555,97			
70	ventes produits	64 067,00	74 810,00	82 100,00	66 640,00	-8 170 €	-11%
74	Dotations subvention	5 028,00	4 200,00	32 858,00	5 400,00	1 200 €	29%
77	Recettes exceptionnelles		0,02	6,03		-0 €	-100%
042	Opérations d'ordre	580,00	580,00	580,00	580,00	0 €	0%
	TOTAL Recettes	69 675	79 590	130 100	72 620	-6 970 €	-9%

Nos recettes 2021 ont 3 origines : les redevances des usagers (92% des recettes), les aides de l'Agence de l'Eau (7% des recettes 2021) et des opérations d'ordre (1%).

Les redevances : facturées pour **66 640 €** avec le détail d'activité ci-après présenté depuis 2018 :

	2018	2019	2020	2021
Diagnostics de l'existant	30	13	18	17
Contrôles de conception	77	74	77	79
Contrôles de bonne exécution	91	72	79	64
Contrôles périodiques	286	647	529	523
Contrôles pour ventes	95	95	118	136
<i>Total activité</i>	<i>579</i>	<i>901</i>	<i>821</i>	<i>819</i>
<i>variation n-1 en %</i>	<i>-29,8%</i>	<i>55,6%</i>	<i>-8,9%</i>	<i>-0,2%</i>

L'activité du service en 2021 est restée quasi stable par rapport à celle de 2020. Pour autant nous enregistrons une baisse de nos recettes par rapport à celles de 2020 (- 8 170 €) alors que par délibération du 10/12/2020 le conseil communautaire a décidé une augmentation tarifaire à effet du 1^{er} janvier suivant. Ainsi les tarifs des contrôles du neuf (conception et réalisation) ont progressé de 10 € comme celui du contrôle pour vente. Nous expliquons cette baisse de recette de 2021 par la facturation réalisée en 2020 de prestations réalisées en 2019 pour un total de 12 310 €. Retraité de cette recette exceptionnelle de 2020, les recettes 2021 sont supérieures de 4 140 € par rapport à 2020 en correspondance avec la hausse des tarifs et l'activité du service.



Les aides: 5 400 €, versées par l'Agence de l'eau pour l'animation du service.

Les opérations d'ordre de 2021 : **580 €**. Il s'agit de l'amortissement des subventions d'équipements reçues.

Les dépenses 2021 s'élèvent à 73 222 €, elles enregistrent une augmentation de 6 424 € qui trouve son origine sur les charges de personnel.

		DEPENSES					
chap.	Intitulé	CA 2019	CA 2020	BP 2021	CA 2021	écart en € réalisé	en %
011	Charges générales	8 275,31	7 158,24	6 450,00	5 987,21	-1 171 €	-16,36%
012	Charges de personnel	72 017,99	57 506,48	79 720,00	65 181,13	7 675 €	13,35%
042	Amortissements	2 020,80	1 894,00	1 894,00	1 894,00	0 €	0,00%
65	créances admises en non valeur	208,32	160,00	300,00	80,00	-80 €	-50,00%
67	Charges exceptionnelles	55,00	80,00	736,00	80,00	0 €	0,00%
023	Virement à la section d'investissement			41 000,00		0 €	
	TOTAL Dépenses	82 577	66 799	130 100	73 222	6 424 €	9,62%

Les charges à caractère général s'élèvent à **5 987 €**. Elles consistent pour l'essentiel (à 41%) à des remboursements de frais à hauteur de 2 436 € auprès du SIAEPAC de Fontaine Rouillée pour la mise à disposition du matériel et du traitement du matériel de vidange.

Les autres dépenses relèvent de la téléphonie 197 €, des assurances 293 €, de petites fournitures 999 €, de l'entretien du véhicule 102 €, de location de la batterie pour le véhicule électrique 899 €, de fournitures de bureau pour 210 € et de la location des vêtements de travail 851 €.

Les charges de personnel, **65 181 €** comprennent :

- ✓ des charges directes pour la rémunération du personnel remboursées au budget général pour 58 162 € (contre 42 338 € en 2020) en raison du renfort d'un agent administratif à temps partiel et,
- ✓ des charges indirectes de remboursement au SIAEPAC de 7 019 € (contre 15 170 € en

2020)

pour la mise à disposition du personnel dans le cadre de la convention sur l'intervention du SIAEPAC sur le territoire de l'ex CCHL en matière de :

- examen préalable de la conception
- contrôle de bonne exécution,
- contrôle périodique,
- visite en cas de vente,

Les opérations d'ordre concernent les amortissements pour **1 894 €**

Des dépenses exceptionnelles pour une annulation de facture émise à tort en 2020 de **80 €**.

Le résultat de fonctionnement propre à l'exercice 2021 est déficitaire de 602,34 € alors que celui de l'exercice 2020 était de 12 791,30 €.

Le niveau de notre résultat cumulé de 2020 (excédentaire de 14 555,97 €), permet d'atteindre un résultat cumulé de clôture 2021 de la section d'exploitation excédentaire de 13 953,63 € lequel servira à couvrir le besoin de financement de la section d'investissement de 12 807,46 €. Ainsi la reprise de résultat au budget 2022 sera de 1 146,17 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT 2021

L'exécution de la section d'investissement 2021 est marquée par l'acquisition du nouveau logiciel de gestion et de facturation du service avec une dépense de 17 259 €.

Les recettes s'élèvent à 47 543 €. Elles comprennent :

- les opérations d'ordre liées aux amortissements pour 1 894 € (correspondance avec la dépense de fonctionnement),
- les recettes liées à notre rôle de mandataire pour les aides perçues de l'Agence de l'eau à reverser aux particuliers qui entreprennent des travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif à hauteur de 18 369 €,
- la reprise excédentaire du résultat d'investissement de 2020 de 27 280 €

Les dépenses d'investissement réalisées en 2021 se chiffrent à 60 350 €.

On retrouve l'équivalent en dépense de l'opération d'ordre réalisée en recette de fonctionnement pour 580 €, les dépenses liées à notre rôle de mandataire pour l'Agence de l'Eau de 42 511 € et l'acquisition du logiciel ANC de gestion du service et de sa facturation développé par la société YPRESIA pour 17 259 € (dépense qui sera amortie sur 2 années à compter de l'exercice 2022).

Après intégration du résultat 2020 excédentaire de 27 279,60 €, €, la section d'investissement 2021 laisse apparaître un résultat de clôture au 31/12/2021 déficitaire de 12 807,46 .